

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MARS 1926.

Projet de loi portant ratification des accords conclus à Londres
le 31 décembre 1925 concernant la consolidation de la dette de la Belgique
et de la Colonie du Congo Belge envers la Grande-Bretagne ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. JASPAR.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis au Parlement a pour objet la ratification de deux accords, conclus à Londres, le 31 décembre 1925, et portant consolidation des dettes contractées par la Belgique et par la Colonie du Congo belge envers la Grande-Bretagne.

La dette belge proprement dite est de caractère purement commercial et n'a évidemment rien de commun avec notre dette de guerre. Comme on le sait, tout ce qui a été avancé de ce dernier chef par la Grande-Bretagne est compris dans l'engagement signé, au nom de celle-ci, par M. Lloyd George, en juin 1919, et scrupuleusement exécuté; la Belgique a obtenu décharge totale des obligations qu'elle avait assumées à cet égard envers l'Angleterre, laquelle l'a remplacée comme créancière directe de l'Allemagne à concurrence de leur montant.

Mais après l'armistice, le Gouvernement belge est devenu débiteur de diverses sommes envers le Gouvernement anglais. Tout d'abord, les prix d'une série d'achats souscrits, payables au comptant, étaient demeurés en souffrance à concurrence de 8 millions de livres sterling. Ils furent réglés au cours de l'année 1922.

D'autre part, le 31 janvier 1919, le Gouvernement anglais ouvrit à la Belgique

(1) Projet de loi, n° 165.

(2) La Commission, présidée par M. Hallet, était composée :

a) des membres de la Commission permanente des Budgets, des Finances et des Économies : MM. Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejaradin, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hoen, Jaspar, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere et Wauwermans;

b) des membres de la Commission des Colonies : MM. Baels, Branquart, Briart, Carton de Wiart, de Béthune, Fischer, Franck, Hubin, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Sap et Van Hoeylandt.

un crédit de 9 millions de livres sterling, sous le nom de Crédit de reconstruction, aux fins de lui permettre de procéder à ses premiers travaux de restauration, en attendant les réparations dues par l'Allemagne; ce crédit devait être consacré à l'achat, en Grande-Bretagne, de produits et objets manufacturés nécessaires à ces travaux.

Le crédit ainsi ouvert a été épuisé par avances successives représentées par des Bons du Trésor, à trois mois, libellés en livres sterling et portant un intérêt de 5 %, lequel a, naturellement, été régulièrement payé. Il devait être remboursé sur les premières recettes versées au Gouvernement belge par l'Allemagne, concurremment avec les remboursements de même nature effectués à l'un ou l'autre Gouvernement allié ou associé qui aurait également consenti des prêts à la Belgique.

Cette clause de remboursement ne fut pas observée et l'Angleterre, loin d'en exiger l'exécution, consentit, le 13 janvier 1922, au cours de la Conférence de Cannes, à consolider la dette.

A cette date, le Gouvernement anglais déclara, en effet, accepter en principe que le crédit de reconstruction serait consolidé, les délais devant être discutés ultérieurement, et, dès à présent, il était proposé de les fixer à trente-sept ans, l'intérêt étant de 5 %. Ce sont ces bases, admises en 1922, qui forment la substance de l'accord actuel.

Quant à la dette congolaise, elle remonte au 29 juin 1916. Cette date amena naturellement votre Commission spéciale à demander à MM. le Ministre des Finances et des Colonies, si cet engagement ne rentrait pas dans les dettes de guerre et si la remise de celles-ci ne comprenait pas aussi bien la dette coloniale que la dette belge.

Des réponses qu'ils ont données résulte que, sur les avances de guerre de l'Angleterre à la Belgique, et dont remise complète a été faite à celle-ci comme il vient d'être rappelé, 3.309,800 livres sterling ont servi à la campagne africaine et furent versées à cette fin à la Colonie. Il s'ensuit que la Grande Bretagne a bien interprété l'engagement signé à Versailles en 1919, comme s'étendant aux dépenses faites par la Belgique pour mener la guerre, tant sur son sol qu'au Congo.

La dette dont la consolidation fait l'objet de l'accord du 31 décembre 1925 a une autre origine et un objet différent. La Convention conclue en 1916 est à cet égard très détaillée : elle dit que le crédit ouvert devra être utilisé aux fins suivantes : combler les déficits des Budgets ordinaires de 1916, 1917, 1918; faire face à des engagements venant à échéance et notamment au remboursement des Bons du Trésor émis avant la guerre par la Colonie et remboursables à Londres; couvrir les dépenses d'extension de l'organisation administrative et politique; achever et outiller le chemin de fer du Katanga et permettre ainsi l'exploitation des gisements miniers de la province. La somme avancée atteignit en totalité 3,500,000 livres sterling, représentées par des obligations portant intérêt à des taux variant entre 5 et 6 %. Ces intérêts ont été régulièrement payés jusqu'au 5 octobre 1925. Il est à noter que de ces 3,500,000 livres sterling, 1,213,327 livres sterling 17,6 furent empruntés après l'armistice et versés au Trésor belge.

Les deux dettes sont donc des dettes ordinaires dont le remboursement devait normalement s'effectuer. Elles étaient exigibles; les accords du 31 décembre 1925, en les consolidant, écartent cette éventualité.

L'Exposé des motifs énumère les conditions de cette consolidation. Il y a lieu d'en retenir les points essentiels :

- 1° Les dettes sont payables en trente années;
- 2° L'intérêt est de 5 % pour les deux; quant à la dette belge, c'est celui qui était payé sur les Bons du Trésor; pour la dette coloniale, il y a une réduction de 2 millions par an environ. L'intérêt est désormais payable à terme échu;
- 3° L'amortissement est suspendu pendant les cinq premières années. De telle manière qu'aucune somme nouvelle ne devra être inscrite aux Budgets de 1926, 1927, 1928, 1929 et 1930, puisque les intérêts figurent déjà aux Budgets actuels. A dater du 30 juin 1931, l'amortissement commence par 190,000 livres sterling. Il s'accroît d'année en année pour atteindre, en 1955, 610,000 livres sterling;
- 4° Les accords ne reproduisent pas la clause de l'accord de Washington relatif à la dette américaine et aux termes de laquelle le Gouvernement des États-Unis peut demander l'échange des titres primitifs contre des obligations négociables.

Un membre a fait observer que le Chancelier de l'Échiquier, dans une déclaration faite à la Chambre des Communes, a lui-même rangé la dette de 3,500,000 livres sterling parmi les dettes de guerre encore dues à la Grande-Bretagne.

La Colonie n'aurait pas eu à contracter une partie notable de cette dette sans la guerre; l'achèvement et l'outillage des chemins de fer ont été d'utilité directe pour la campagne dans l'Est-Africain; enfin, les 3,309,800 livres sterling dont question dans la réponse du Ministre sont loin de représenter le total des dépenses de guerre de la Colonie.

Il est certainement exact de dire que la dette née de la Convention de 1916 ne fait pas partie de celle que couvre la déclaration signée MM. Clémenceau, Lloyd George et Wilson. Mais elle participait néanmoins de la nature des dettes de guerre, et l'État créancier l'a lui-même considérée comme telles dans ces circonstances, il semble que les conditions pour la dette de la Colonie auraient pu être plus favorables, semblables par exemple à celles obtenues par la Grande-Bretagne des États-Unis.

. . .

Il résulte des renseignements donnés par M. le Ministre des Finances que les conditions de l'arrangement sont identiques quant à l'intérêt, à celles émises par l'Angleterre au remboursement des crédits de reconstruction par elle consenties à d'autres pays; quant à l'amortissement, alors que ces autres contrées n'ont jamais obtenu plus de vingt années comme terme de remboursement, la Belgique en aura trente.

. . .

Votre Commission est unanime, moins une abstention, à vous proposer l'adoption du projet de loi, dont le vote apportera un nouvel élément utile à la stabilisation de notre économie financière.

Le Président,
MAX HALLET,

Le Rapporteur,
HENRI JASPAR.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MAART 1926.

Wetsontwerp houdende bekrachtiging der Overeenkomsten gesloten te Londen den 31 December 1925, betreffende de consolidatie der schulden van België en van de Kolonie Belgisch-Congo jegens Groot-Brittannië ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER JASPAR.

MIJNE HEEREN,

Het aan het Parlement voorgelegd wetsontwerp heeft ten doel de bekrachtiging van twee overeenkomsten, gesloten te Londen, den 31 December 1925, betreffende de consolidatie der schulden van België en van de Kolonie van Belgisch-Congo jegens Groot-Brittannië.

De eigenlijke Belgische schuld is van zuiveren handelsaard en heeft klaarblijkelijk niets gemeens met onze oorlogsschuld. Immers al wat op dit laatste gebied door Groot-Brittannië werd voorgeschoten is begrepen in de verbintenis welke namens dit land door den heer Lloyd George in Juni 1919 werd onder teekend en nauwkeurig uitgevoerd; België heeft volle ontslaging bekomen van de verplichtingen welke het dienaangaand tegenover Engeland op zich had genomen, dewijl dit land ons heeft vervangen als rechtstreeksche schuldvorderaar bij Duitschland tot beloop van bedoelde som.

Doch na den wapenstilstand is de Belgische Regeering schuldenaarster geworden tegenover de Engelsche Regeering voor verschillende sommen. En vooreerst waren eene reeks onderschreven en komptant te betalen aankopen onafbetaald gebleven en wel voor eene som van 8 miljoen pond sterling. Deze schuld werd vereffend in den loop van het jaar 1922.

Anderzijds werd den 31 Januari 1919 door de Engelsche Regeering ten bate

(1) Wetsontwerp, n^o 168.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit :

a) de leden van de Commissie voor de Begrotingen, de Financiën en de Bezuinigingen : de heeren Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hoen, Jaspar, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere en Wauwermans ;

b) de leden van de Commissie voor de Koloniën : de heeren Baels, Branquart, Briart, Carton de Wiart, de Béthune, Fischer, Franck, Hubin, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Sap en Van Hoeylandt.

van België een crediet geopend van 9 miljoen pond sterling, onder de benaming van Crediet voor den Wederopbouw, ten einde ons toe te laten de eerste werken van herstel aan te vatten, in afwachting dat Duitschland ons de verschuldigde vergoeding uitkeeren zou; dit crediet moest besteed worden tot het aankopen, in Groot-Brittannië, van bewerkte stoffen die voor deze werken noodzakelijk waren.

Dit aldus geopend crediet werd uitgeput door opeenvolgende voorschotten, vertegenwoordigd door Schatkistbons op drie maanden, onder den vorm van ponden sterling, en gevende eene rente van 5 t. h. welke natuurlijk regelmatig werd uitgekeerd. Dit crediet moest worden terugbetaald op de eerste ontvangsten welke België van Duitschland zou bekomen en tegelijk met de terugbetalingen van denzelfden aard aan de eene of de andere geallieerde of geassocieerde Regeering die insgelijks aan België leeningen zou hebben toegestaan.

Deze bepaling van terugbetaling werd niet nagekomen, en Engeland, verre van de uitvoering te eischen, stemde er op 13 Januari 1922, in den loop van de conferentie van Cannes, in toe de schuld te consolideeren.

Op dien datum verklaarde inderdaad de Engelsche Regeering in beginsel te aanvaarden dat het crediet tot heropbouw zou geconsolideerd worden, terwijl de termijnen later moesten worden besproken, en van nu af werd er voorgesteld deze vast te stellen op zeven en dertig jaar, met een interest van 5 t. h. Deze grondslagen, aangenomen in 1922, vormen den inhoud van het tegenwoordig accoord.

De Congoleesche schuld dagteekent van 29 Juni 1916. Deze datum bracht er natuurlijk uwe Commissie toe aan de Ministers van Financiën en van Koloniën te vragen of deze verbintenis niet onder de oorlogsschulden viel, en of de kwijtschelding van deze niet evenzeer de Koloniale schuld als de Belgische schuld omvatte.

Uit de antwoorden die zij ons verstrekt hebben blijkt dat van de oorlogsvoorschotten van Engeland aan België, en die volledig werden kwijtgescholden zooals wij er even aan herinnerden, 3,309,800 pond sterling gebruikt werden voor den oorlog in Afrika, en tot dit doel aan de Kolonie werden uitbetaald. Daaruit volgt dat Groot-Brittannië de te Versailles in 1919 geteekende verbintenis juist verklaard heeft, als strekkende zich uit tot de uitgaven door België gedaan om den oorlog te voeren zoo wel op zijn eigen grond als in Congo.

De schuld die door het accoord van 31 December 1925 werd geconsolideerd heeft een anderen oorsprong en een verschillend doel. De Overeenkomst gesloten in 1916 is daaromtrent zeer uitvoelig: zij zegt dat het geopende crediet zal moeten gebruikt worden: om de tekorten te dekken van de Gewone Begrootingen van 1916, 1917, 1918; om de verbintenissen die verstrijken na te komen en inzonderheid de terugbetaling van de Schatkistbons door de Kolonie onder den oorlog uitgegeven en uitkeerbaar te Londen; om de kosten voor de uitbreiding van de bestuurlijke en politieke organisatie te dekken; om den spoorweg van Katanga te voltooien en uit te rusten en aldus de exploitatie van de delfstoffen in deze provincie toe te laten. De voorgeschoten som bedroeg in haar geheel 3,500,000 pond sterling, bestaande uit obligaties met een interest van 5 tot 6 t. h. Deze interesten werden geregeld betaald tot 5 October 1925. Daarbij dient opgemerkt dat van deze 3,500,000 pond sterling 1,213,327.17 pond sterling geleend werden na den wapenstilstand en in de Belgische Schatkist werden gestort.

De twee schulden zijn dus gewone schulden waarvan de terugbetaling normaal moest geschieden. Zij waren invorderbaar; de overeenkomsten van

31 December 1925, tot consolidatie dier schulden, ruimt deze mogelijkheid uit den weg.

De Memorie van Toelichting somt de voorwaarden dezer consolidatie op. Men moet er de volgende punten van onthouden :

1° De schulden zijn betaalbaar in dertig jaar;

2° De interest belooft 5 t. h. voor de twee; ten aanzien van de Belgische schuld is de interest die welke betaald werd voor de Schatkistbons; voor de Koloniale schuld is er eene vermindering van 2 miljoen per jaar ongeveer. De interest is voortaan betaalbaar na den vervaltijd;

3° De amortisatie is opgeheven gedurende de eerste vijf jaren. Derwijze moet geen enkel nieuw bedrag ingeschreven worden in de Begrotingen van 1926, 1927, 1928, 1929 en 1930, vermits de interest reeds opgenomen is in de huidige Begrotingen. Van 30 Juni 1931 af, begint de amortisatie met 190,000 pond sterling. Zij stijgt van jaar tot jaar om in 1955 610,000 pond te bereiken;

4° De overeenkomsten nemen de bepaling niet over van het Accoord van Washington betreffende de Amerikaansche schuld, volgens dewelke de Regeering der Vereenigde Staten de uitwisseling van de vroegere obligaties tegen verhandelbare obligaties mag vragen.

Een lid deed opmerken, dat de Minister van Financiën zelf in het Engelsch Parlement de schuld van 3,500,000 pond sterling gerangschikt heeft bij de oorlogsschulden welke aan Groot-Brittannië nog verschuldigd waren.

Zonder den oorlog had de Kolonie geen merkelyk deel van deze schuld moeten aangaan; de voltooiing en de toerusting van de spoorwegen waren van rechtstreeksch nut voor de veldtocht in Oost-Afrika; ten slotte vertegenwoordigen de 3,309,800 pond sterling, waarvan sprake is in 's Ministers antwoord, geenszins het totaal der oorlogsuitgaven van de Kolonie.

Ongetwijfeld mag men terecht beweren, dat de schuld die voortgesproten is uit de Overeenkomst van 1916 geen deelt uitmaakt van die welke gedekt wordt door de verklaring ondertekend door de heeren Clémenceau, Lloyd George en Wilson. Doch zij is niettemin van den aard der oorlogsschulden en de Schuld-eischende Staat heeft ze zelf als dusdanig beschouwd.

Uit dien hoofde schijnt het, dat voor de schuld der Kolonie de voorwaarden gunstiger hadden kunnen zijn, bij voorbeeld zooals die welke Groot-Brittannië van de Vereenigde-Staten heeft bekomen.

* *

Uit de door den Minister van Financiën verstrekte inlichtingen, blijkt, dat de voorwaarden der schikking gelijk zijn wat den interest betreft, aan die welke door Engeland opgelegd werden ten aanzien van de terugbetaling der credieten voor den wederopbouw, die aan andere landen toegestaan werden; wat de amortisatie betreft, bekomt België dertig jaar, terwijl die andere landen nooit meer dan twintig jaar verkregen.

* *

Eenparig, op eene onthouding na, stelt uwe Commissie U voor, het wetsontwerp aan te nemen. Deze aanneming zal een nieuw en nuttig bestanddeel uitmaken bij de stabilisatie van onze financieele economie.

De Verslaggever,
HENRI JASPAR.

De Voorzitter,
MAX HALLET.